

informations ouvrières

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES
Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

N° 576

Semaine du

6 septembre

au 13 septembre 1972

PRIX : 1,50 F



**Alors que les
staliniens de
Prague préparent
de nouvelles char-
rettes, le mouve-
ment ouvrier doit
exiger la libération
immédiate des
militants condam-
nés à Prague**

(Pages 4 et 5.)

MEETING DE L'O.C.I.

VENDREDI 29 SEPTEMBRE 1972 A 20 H 30

GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE

Sous la présidence de Stéphane JUST
ouvrier à la R.A.T.P., du Comité Central de l'O.C.I.

Prendront la parole :

Claude CHISSEREY,

Secrétaire de la région parisienne de l'OCI

Paul DUTHEL,

Instituteur, secrétaire de la région lyonnaise de l'OCI

Eugène DUGAS,

Métallo à la SNIAS-Bouguenais, militant de l'Alliance Ouvrière, ancien interné politique des camps de Voves et Châteaubriant.

Pierre BROUE,

Historien, maître-assistant à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, secrétaire de la région grenobloise de l'OCI.

Gérard BELLAIGUE,

Ouvrier des usines Michelin à Clermont-Ferrand, membre du Comité Central de l'OCI.

Contre la vie chère : méthodes et moyens

C'est ce mercredi que le gouvernement Pompidou-Messmer fait sa rentrée en présentant le « plan social » qui doit servir de cheval de bataille à la majorité à quelques semaines de l'ouverture de la campagne électorale.

Mais, au retour des vacances, pour des centaines de milliers de familles d'ouvriers et de petits salariés, les finasseries d'Edgar Faure ont toutes chances de passer inaperçues. En effet, ce que les familles de travailleurs verront de la rentrée sociale du gouvernement, c'est d'abord, précipitée au mois d'août, l'escalade effrénée des prix qui, au rythme annuel officiel de 8 à 9 % et au rythme réel de 12 % et peut-être davantage, ampute brutalement leurs ressources. Les prix du pain, de la viande, des fruits ainsi que de nombre de produits de première nécessité ont bondi au cours de l'été, poussés en avant par le train de hausses des tarifs publics autorisées par le gouvernement à la veille des vacances.

Les porte-parole gouvernementaux, les journalistes de la presse du capital, les représentants des partis bourgeois tentent à qui mieux-mieux d'expliquer qu'il s'agit là d'une fatalité en régime d'économie « libre », et s'efforcent d'alarmer l'opinion à l'idée qu'une éventuelle mise en œuvre du programme commun du PCF et du PS aggraverait la situation dans des proportions insupportables en alourdissant encore les charges de l'Etat et des entreprises.

Ils truquent et manipulent sans vergogne faits et chiffres pour essayer de faire oublier cette vérité d'évidence dont est désormais imprégnée l'opinion des plus larges couches de la population ouvrière de ce pays : à savoir, comme nous l'expliquons ailleurs dans ce numéro de « I.O. », que c'est leur Etat, leur gouvernement, leurs monopoles, leurs profits qui sont les seuls fauteurs d'inflation et que c'est en effet une fatalité que l'appauvrissement organisé de la population laborieuse dans une société gouvernée par l'appétit des capitalistes et par la course sans frein à l'accumu-

lation des profits. Ouvriers et paysans, artisans et petits commerçants ont eu, ces dernières années, mille occasions de constater par eux-mêmes la réalité de la gabegie capitaliste et l'immense gaspillage des ressources du pays délibérément organisé par les gouvernements au service du capital, vautrés dans la fange de la corruption et claudiquant de scandale en scandale.

De ces gouvernements, ils veulent aujourd'hui en finir. En finir avec Messmer, en finir avec Pompidou et sa majorité comme ils l'ont signifié lors du référendum d'avril. Par millions, ouvriers et paysans, artisans et petits commerçants appellent de tous leurs vœux un gouvernement libéré de tout lien et de toute servitude à l'égard des intérêts capitalistes, un gouvernement qui pourrait alors, et alors seulement, s'engager à satisfaire toutes leurs aspirations et toutes leurs revendications repoussées depuis des années au nom des nécessités du régime du profit.

C'est dans cet état d'esprit qu'ils se tournent vers les grands partis ouvriers de ce pays, le PCF et le PS, en reportant sur ces partis toutes leurs espérances, en les chargeant de toute leur volonté de voir se constituer et s'imposer le gouvernement d'unité ouvrière qui n'hésitera pas à s'engager résolument sur la voie de l'expropriation des monopoles capitalistes et de l'organisation générale de la production en fonction des seuls intérêts du peuple travailleur, c'est-à-dire de l'immense majorité du pays.

Un tel gouvernement, il serait vain et malhonnête de le dissimuler, devra nécessairement se heurter à l'opposition farouche des classes dominantes qui verront porter atteinte à leurs privilèges. Celles-ci, comme l'expérience actuelle du Chili le prouve une fois de plus, ne ménageront aucun moyen pour saboter l'économie du pays, pour désorganiser la production, pour mettre leurs biens et leurs capitaux à l'abri à l'étranger, pour regrouper les forces de la contre-révolution. Et il est vrai qu'au Chili l'inflation galopante appauvrit

les masses au seul bénéfice des grands capitalistes et des groupes financiers étrangers. Les valets du capital en France et ailleurs en tirent argument contre les nationalisations et croient ainsi démontrer que l'activité d'un gouvernement des partis ouvriers est vouée à l'échec.

Ils mentent, une fois de plus. La vérité, c'est que la seule cause de la hausse des prix et de la vie chère au Chili réside dans le sabotage de la production, dans le boycott des livraisons de produits agricoles par les grands propriétaires fonciers non encore expropriés, dans la pénurie organisée par les capitalistes contrôlant la distribution commerciale. La vérité, c'est que le gouvernement de l'Unité Populaire au Chili n'est pas allé trop loin, mais est au contraire resté en-deçà des mesures nécessaires, indispensables pour mater la résistance des capitalistes, pour mettre au pas les spéculateurs et les organisateurs du marché noir. Mais la vérité, c'est aussi que de telles mesures n'auraient pu être prises que par un gouvernement s'appuyant résolument sur l'initiative des masses au lieu de la contrarier ou de la réprimer, par un gouvernement décidé à faire appel aux ouvriers, aux paysans, aux artisans, aux petits commerçants organisés dans leurs comités pour briser la résistance de la minorité capitaliste.

Telle est l'enseignement de l'expérience chilienne que la classe ouvrière de France doit faire sienne.

Le programme commun PCF-PS déclare : « Briser l'inflation, assurer la stabilisation des prix constituera un objectif essentiel du gouvernement. » Oui, certes, mais tout le problème est celui des moyens. Les entreprises publiques et privées fixeront leurs prix. L'Etat en contrôlera l'évolution. En particulier, il organisera le contrôle des prix des produits de première nécessité et des matières premières à la formation et à la culture. »

Observons d'abord que l'on comprend mal l'aspect

Contre la vie chère : méthodes et moyens

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

restrictif de cette dernière phrase : comment contrôler les prix des produits de première nécessité sans contrôler ceux des biens et denrées qui concourent à leur fabrication ? Mais il y a plus grave : la voie que proposent ensemble le PCF et le PS, fondée sur le contrôle « par en haut », par les moyens de l'Etat, aboutit nécessairement, comme au Chili, à laisser les mains libres aux saboteurs capitalistes et aux spéculateurs, qui connaissent parfaitement, et d'expérience directe (1945-1947 notamment), la totale inefficacité des contrôles d'Etat. Pour lutter contre la vie chère, pour briser l'inflation, le seul contrôle valable sera celui que seuls pourraient exercer les travailleurs eux-mêmes, organisés en vue d'exercer eux-mêmes leur initiative pour la défense de leurs droits et de leurs moyens d'existence : comités de producteurs et de travailleurs agricoles, pour assurer la livraison effective de la production ; comités de quartier pour contrôler les prix de vente pratiqués ; comités de petits commerçants pour contrôler le stockage, le transport et la livraison, et ainsi de suite, l'initiative des plus larges masses devant être encouragée à se déployer le plus librement possible. Tel est le sens des mesures

qu'un gouvernement ouvrier devrait prendre pour lutter contre la vie chère et briser l'inflation, mesures sans lesquelles l'indispensable nationalisation des monopoles capitalistes de l'industrie et du commerce serait condamnée à l'inefficacité, et la non moins indispensable échelle mobile des salaires rendue inopérante.

Il est vrai que de telles mesures, accompagnées nécessairement des sanctions les plus sévères à l'égard des saboteurs et des spéculateurs, amputeront une partie des fonctions aujourd'hui considérées comme les attributs exclusifs de l'Etat, de son corps de fonctionnaire, de sa police et de ses tribunaux. Et il est donc également vrai qu'un véritable gouvernement ouvrier, soucieux d'organiser efficacement la défense des intérêts ouvriers, se trouverait donc placé dans la nécessité de porter atteinte à l'organisation de l'Etat bourgeois en vue de restituer au peuple travailleur une partie des fonctions qu'il exerce. C'est vrai, et c'est pourquoi il est exclu qu'un gouvernement conservant quelque lien que ce soit avec les partis du capital puisse s'engager dans cette voie, qui est pourtant la seule possible.

Est-ce à dire que, contre la vie chère, aujourd'hui,

en France, début septembre 1972, rien ne doit être entrepris et que tout doit être renvoyé à l'échéance des élections législatives ? Nullement. Il ne fait d'ailleurs aucun doute que les travailleurs eux-mêmes, durement atteints dans leur pouvoir d'achat, sauront donner la réponse qui convient. Mais ne serait-il pas possible d'aller plus loin dès maintenant et, pour juguler la vie chère, les organisations syndicales ne pourraient-elles pas commencer à organiser, à tous les niveaux de la distribution notamment, le contrôle et la publication des prix et des marges pratiquées par les grands groupes capitalistes de l'industrie et du commerce, de même que nous avons proposé (« I.O. » n° 574) qu'elles le fassent pour les mouvements de capitaux dans les vingt-cinq grands groupes capitalistes dont le programme commun PCF-PS propose la nationalisation ? Une telle initiative des organisations syndicales ne contribuerait-elle pas à démasquer efficacement dès maintenant les groupes financiers fauteurs d'inflation et à créer ainsi les conditions de la mobilisation du peuple travailleur, indispensable pour en finir avec le gouvernement des Pompidou et des Messmer ?

Edmond Maire, pile et face

COTE PILE...

Monsieur Edgar Faure reçoit les syndicats. On lit dans le Monde du 28 août : « Après un long entretien en sortant de son entrevue avec le ministre, M. Edmond Maire au nom de la CFTD a déclaré :

« La réponse est négative sur toute la ligne en l'état actuel des choses... Nous comprenons que l'action s'avère plus que jamais nécessaire pour que des négociations s'engagent et que les revendications aboutissent. Il est grand temps que les travailleurs reprennent leurs affaires en mains... »

Un Dieu que cet Edmond Maire !

... COTE FACE

On lit dans le Canard Enchaîné du 30 août sous le titre « Edmond Faure et Edgar Maire » :

« Les entretiens Edgar Faure, CFTD, ce lundi, ont donné lieu à un cinéma charmant, Edmond Maire et ses copains sortaient plutôt guillerets, laissant entendre à mi-voix

que l'espèce d'accord souterrain qu'ils négocient depuis quelque temps avec Edgar leur paraît en bonne voie. Le SMIC à 1 000 F est déjà, sur le papier, à 930 F. Et l'entente est faite sur le droit de licenciement. Mais voilà qu'on demande à ces jeunes gens d'élever la voix et de causer dans le micro. Le décor change alors, comme au Châtelet. On se réunit dans un coin, on murmure longuement et l'on se sort une déclaration guerrière : le gouvernement ne veut rien céder, il se moque de nous, ça va barder, etc. »

DEUX ACTEURS...
UNE ACTRICE

Le Canard Enchaîné, qui décrit la scène, ajoute : « Les vieux journalistes présents rigolaient doucement. Les jeunes étaient perplexes. »

Madame Joanne Roy, « vieille journaliste », tient sa place dans ce charmant cinéma : elle garantit sur facture que les dirigeants de la CFTD sont fort mécontents de M. Edgar Faure (Le Monde, 2-9-1972).

I.O. à nouveau chaque semaine

Avec ce numéro de huit pages, « Informations Ouvrières » recommence à paraître hebdomadairement pour l'année à venir.

Pendant le mois d'août, les militants d'avant-garde ont pu avoir entre les mains tous les quinze jours, un numéro d'« Informations Ouvrières » qui a assuré la continuité de l'intervention politique. En effet, et ce numéro lui-même l'atteste, la campagne engagée au mois de juin pour la libération du bolchevik soviétique Pierre IAKIR et pour la défense des nombreux condamnés tchécoslovaques s'est développée tout au long de l'été, grâce notamment à la parution régulière de « I.O. ».

Ce sont les efforts des cellules de l'OCI, des cercles de l'AJS et de l'Alliance Ouvrière dans la dernière période, pour leur journal central, qui a permis, avec le succès de la campagne d'abonnements d'été, la parution de « I.O. » au mois d'août.

C'est de la capacité de tous les militants révolutionnaires de prendre en charge, dès cette première semaine de la rentrée de septembre, la vente d'« Informations Ouvrières » que dépend la possibilité rapide de publier l'hebdomadaire de 12 pages indispensable à l'intervention politique de l'avant-garde.

Les batailles politiques qui sont devant la classe ouvrière de ce pays, l'horizon des élections législatives, les nécessités du combat pour le regroupement de l'avant-garde révolutionnaire, imposeront bientôt la transformation qualitative de « I.O. » ainsi que l'augmentation prévisible du nombre de pages de l'hebdomadaire de l'Alliance Ouvrière qui se donne pour tâche de conquérir au programme de la révolution des dizaines de milliers de militants ouvriers et de jeunes.

C'est dans cette perspective et avec cet objectif que se situe cette rentrée de « I.O. » De l'effort de tous les militants dépend que dans les meilleurs délais nous nous dotions de l'indispensable organisateur politique qu'est notre organe central.

TALC : C'EST LE REGIME DU PROFIT QUI EST MEURTRIER

C'est Pompidou lui-même qui a officiellement annoncé à la presse la nomination de Peyrefitte au poste de secrétaire général de l'UDR, pour y remplacer l'ineffable Tomasini. Et ce trois jours avant que le Comité central

de ce parti soit appelé à en délibérer... Peyrefitte, qui s'est illustré en qualifiant de clientit et de pégre les étudiants en grève en mai 1968, sera en effet à sa place et à son aise entre les honorables députés UDR de Lyon Charret et Guillermin.

PEYREFITTE POUR NETTOYER LES ECURIES D'AUGIAS

La grande presse s'est faite l'écho de l'indignation générale qui a saisi l'opinion face à l'incroyable cynisme des dirigeants des sociétés incriminées dans l'affaire du talc empoisonné. Mais sait-on que pour une substance pharmacologique active identifiée en laboratoire, il peut exister jusqu'à 6 000 « spécialités » accomodant le même produit sous des noms, des emballages, des dosages et des combinaisons différentes, sans que les propriétés thérapeutiques des préparations diffèrent notablement... pour le plus grand bénéfice des trusts de la pharmacie et des produits d'hygiène, au premier rang desquels figure, en France, la société L'Oréal, qui appartient à la famille du ministre Bettencourt. Sait-on que, grâce à cette prolifération pharmaceutique, les dix premiers trusts de cette branche opérant en France ont pu déclarer en 1971 le bénéfice net fabuleux de 127,4 millions de nouveaux francs, soit plus de 25 % du montant du capital figurant au bilan ?

L'expropriation sans indemnité ni rachat de firmes qui parviennent à accumuler en quelques années des bénéfices supérieurs à leur valeur intrinsèque s'impose comme une mesure d'hygiène sociale, aussi nécessaire pour organiser un contrôle réel des produits pharmaceutiques livrés au public que pour mettre un terme au gaspillage des ressources de la Sécurité Sociale au seul bénéfice des capitalistes de la pharmacie.

Abonnez-vous

• INFORMATIONS OUVRIERES •
Correspondance
Rédaction - Administration
39, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS-10^e
C.C.P. 21 831-73 Paris

ABONNEMENTS

1 an (48 n°) 50 F
Etranger (1 an) 60 F
6 mois (24 n°) 25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

ACHETEZ VOS LIVRES A LA S.E.L.I.O.

(Société d'Édition et de Librairie d'Informations Ouvrières)

Ouvert tous les jours, de 16 heures à 20 heures
(sauf le dimanche)

- Grand choix de livres sur le mouvement ouvrier.
- Réductions sur les prix.

• La presse trotskyste du monde entier. Biblioteca de Comunicaci
i Hemeroteca General
S.E.L.I.O. - 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, PARIS-10

" L'antisémitisme c'est le socialisme des imbéciles "

(F. Engels).
Babel

Cet article rédigé, la lettre de l'Ambassadeur Abrassimov à F. Miterrand relance la question de l'antisémitisme. Notons, pour y revenir, ultérieurement, que le propos et le style même de l'Ambassadeur confirment que la réactionnaire bureaucratie stalinienne a toujours utilisé aux fins de la défense de ses privilèges l'antisémitisme, contrairement aux conquêtes socialistes de la Révolution russe. Le procès des médecins juifs que Staline préparait en 1952 en témoignage éloquemment. La seule mention de « nationalité juive » démontre suffisamment que, à l'instar des « sionistes », l'Ambassadeur prétend fonder la « nation » sur la religion. Le représentant de la bureaucratie avoue la discrimination raciale qu'avec cynisme il déclare rejeter tout en utilisant le vieil argument des nationalités de tous les temps : « 1 étudiant juif pour 21 000 Juifs ; 1 étudiant russe pour 47 000 Russes ; 1 étudiant ukrainien pour 65 000 habitants ; etc. ». La plume de l'Ambassadeur trahit la pensée profonde de la bureaucratie contre-révolutionnaire : Tout un chacun le sait... les Juifs prennent tout, ils sont partout, ce sont des privilégiés. Et toutes sortes d'autres sottises.

A la fin du XIX^e siècle, F. Engels déclarait : « L'antisémitisme c'est le socialisme des imbéciles ». Quelques années après sa mort, l'affaire Dreyfus démontrait que l'antisémitisme n'était plus seulement l'affaire d'imbéciles, même camouflés en « socialistes ».

Il n'est pas sans intérêt de réfléchir sur cette pensée d'Engels et de la comparer au caractère qu'allait prendre l'antisémitisme au XX^e siècle.

DU SOCIALISME CLERICALO-REACTIONNAIRE

Le socialisme scientifique distingue divers stades dans le développement du capitalisme. Dans sa phase ascendante, la société capitaliste est facteur de civilisation. Cependant, y compris alors, le progrès porte le caractère antagonique du système d'exploitation capitaliste. D'un côté, les exploités capitalistes, de l'autre les exploités, ces derniers n'étant pas uniquement constitués d'ouvriers : il y a le petit-bourgeois des villes et des campagnes, l'épicier, l'artisan, le petit patron, victimes de la concurrence du Grand Capital. Ces couches de la petite-bourgeoisie, exploitées à un autre titre que la classe ouvrière, peuvent se tourner vers le prolétariat si les organisations ouvrières leur ouvrent une issue contre le capital. Elles peuvent également être ombragées par le Grand Capital contre le prolétariat.

Depuis le référendum d'avril 1972 la petite-bourgeoisie fait mouvement du côté du prolétariat et des organisations ouvrières ; le 30 juin 1968, les dirigeants ayant refusé d'ouvrir la perspective du gouvernement ouvrier après la grève générale, les petites gens des villes et des campagnes ont constitué la majorité UDR.

A l'époque du capitalisme ascendant, ces couches petites-bourgeoises concentraient pour une part, les décombres des classes pré-capitalistes vouées à disparaître plus radicalement encore que les restes de l'ancienne aristocratie, laquelle parvenait à s'intégrer à la bourgeoisie.

Toute classe qui, à un titre ou à un autre, est lésée dans ses intérêts par le mode de production capitaliste, est appelée évidemment à « critiquer » ce mode d'exploitation ; ces classes ou couches sont vouées à disparaître tout comme le prolétariat. Alors que jusqu'à la fin du XIX^e siècle dans les pays évolués, l'antisémitisme

regresse, la résistance sans issue des couches petites-bourgeoises se réfugie dans le rêve d'un passé révolu qui s'habille de vieux oripeaux réactionnaires. Ce socialisme « féodal », « clérical » et réactionnaire, analysé et dénoncé par Marx et Engels dans le Manifeste du Parti Communiste, l'antisémitisme le caractérise parfaitement.

La critique du prolétariat envers le mode de production capitaliste n'a évidemment ni le même contenu ni le même but.

La méthode du matérialisme historique établit la légitimité du socialisme à partir du niveau des forces productives mises en mouvement au sein du système capitaliste.

Le prolétariat fonde son combat de classe sur la satisfaction des besoins de l'homme, non sur les restrictions de la production et de la consommation que demandent les évêques (voir la déclaration des évêques canadiens après celle du « Socialiste » chrétien Mansholt). Le prolétariat se prononce pour le développement des forces productives.

L'ANTISEMITISME A NOTRE EPOQUE

Le XX^e siècle a vu le capitalisme se transformer en impérialisme, « stade suprême du capitalisme ». Les forces productives sont entrées en contradiction avec le carcan de la propriété privée et des Etats nationaux. Le capitalisme a fait son temps. Le maintien de la domination de la bourgeoisie sur la société entraîne « la réaction sur toute la ligne » (Lénine). L'antisémitisme change de caractère : ce n'est plus seulement l'apanage d'un socialisme « d'imbéciles », mais une ligne de défense du capitalisme moribond préfigurant la barbarie où la civilisation humaine risque d'être engloutie si la Révolution du prolétariat n'abolit pas le régime de la propriété privée des moyens de production. L'affaire Dreyfus, dans une certaine mesure, exprime le tournant de deux époques du capitalisme.

DEUX PREALABLES

Le premier : le marxisme n'établit pas de relations mécaniques entre l'appartenance à une classe ou à une institution, et les idées d'un individu. Le fait que l'Etat-major et la haute hiérarchie aient collaboré et monté l'affaire Dreyfus, ne signifie pas pour autant que tous les généraux et tous les évêques étaient antisémites. De même, le fait que l'autogestion n'est pas autre chose qu'une rescuée du socialisme cléricalo-réactionnaire n'implique pas que tous les partisans de l'autogestion sont individuellement des êtres méprisables.

Le second préalable : le secrétaire du Parti socialiste, J.-P. Chevènement, dont il va être question, est selon la presse, victime d'un règlement de compte organisé par des cercles gouvernementaux. Condamner les agissements des autorités est une chose. Camoufler par le silence la position d'un homme politique se prétendant socialiste en est une autre. L'un et l'autre allant de soi.

UN DOCUMENT ET QUELQUES EXTRAITS

Quelques explications paraissent indispensables. Quelques lignes dans la presse, après la Convention Nationale du Parti Socialiste, ont informé, en juillet 1972, que les instances diri-

geantes n'ont pas statué sur la candidature aux élections pour la circonscription de Belfort. Il pourrait sembler qu'il ne s'agisse là que d'une simple rivalité entre Chevènement et Dreyfus-Schmidt qui, l'un et l'autre, briguent l'investiture.

La lecture des documents, assez largement diffusés parmi les journalistes, est sur ce point assez édifiante. L'on y apprend que la Fédération de Belfort qui comptait 123 membres au 31 décembre 1971, a vu en quelques jours ses effectifs se gonfler de 337 affiliations nouvelles... pères, mères, épouses, fils et filles ! Il paraîtrait que bon nombre de ces nouveaux adhérents ne sont pas à jour de leurs cotisations. Il est vrai que les socialistes de Belfort devaient voter pour décider qui de Chevènement ou Dreyfus-Schmidt serait désigné comme candidat.

Tout cela, affaire intérieure au Parti Socialiste, ne présente qu'un intérêt mineur. Il en est autrement des autres documents que nous portons à la connaissance des travailleurs et militants.

« ANNEXE XXV

« Pérouse, le 27 juin 1972

« Je soussigné Denis Navion, Directeur d'Ecole Honoraire, 41, Grande Rue à Pérouse, atteste avoir reçu le lundi 29 mai 1972 au soir, la visite d'André Bader.

« Il est resté plus de quatre heures pour tenter d'obtenir le renouvellement de mon adhésion, celles de ma femme, de ma fille et de mon gendre, au Parti Socialiste dans le but d'écartier Michel Dreyfus-Schmidt de la candidature aux prochaines législatives.

« Comme je demandais finalement à André Bader ce qu'il pouvait reprocher à Dreyfus-Schmidt, il me répondit très exactement : "On ne veut plus de Juif".

« Scandalisé par cette réponse, j'en informai dès le lendemain Michel Dreyfus-Schmidt en l'autorisant à en faire état et en lui remettant les adhésions refusées à André Bader.

« Mon fils Claude qui avait déjà adhéré (ainsi que sa femme) étaient également présents lorsque André Bader a tenu ces propos. »

André Bader aurait à lui seul réalisé cette centaine d'adhésions constituant en quelques jours les 245 voix contre 231 qui ont assuré la majorité à J.P. Chevènement. On lit par ailleurs :

« A la réunion de circonscription du 23 juin, Georges Filloud a pu entendre la dame Bader épouse d'André Bader s'étonner des reproches fait à cet égard à son mari, et expliquer tranquillement devant 200 camarades dont 104 allaient voter, que son mari avait seulement dit qu'il n'y avait pas de raison que « les Juifs conservent la majorité du Parti Socialiste », proposition aussi odieuse que fautive (1) et qui n'a même pas soulevé les protestations des partisans de Chevènement. »

OU VA LA SOCIAL-DEMOCRATIE ?

Il apparaît à présent clairement combien cette affaire dépasse le cadre des affaires intérieures au Parti Socialiste. La social-démocratie internationale du temps de F. Engels organisait la classe ouvrière dans la phase du capitalisme ascendant. A l'époque, les travailleurs et l'organisation qu'ils avaient édifiée pour lutter contre l'exploitation arrachaient à la bourgeoisie et à son Etat, droits, garanties, libertés, conquêtes sociales. F. Engels éduquait les cadres socialistes du mouvement ouvrier contre E. Dühring — un des ancêtres du socialisme de la « chaire » dont Chevènement-Sarre et le CERES sont les arrières-petits-enfants (2). L'impérialisme tend à remettre en cause toutes ces conquêtes ouvrières et avec elles, la place et les positions de la social-démocratie. La crise permanente qui, depuis des dizaines d'années, sévit à la SFIO, n'a pas d'autre cause. Il reste que le problème soulevé par la candidature de Belfort intéresse au premier chef tous les militants socialistes et avec eux, tous les militants du mouvement ouvrier. La défense des libertés passe par la lutte contre l'antisémitisme sous toutes ses formes — ouvertes ou voilées.

(1) Admirez la précision apportée par Dreyfus-Schmidt : si même était vraie l'assertion de cet apôtre du socialisme « imbécile », serait-elle moins « odieuse » ?

(2) Ce qui n'empêchait pas Engels de protester contre la mesure de révocation prise contre E. Dühring par le gouvernement prussien.

LA VÉRITÉ

organe du Comité central de l'O.C.I.

Dans le numéro 557 (juillet 1972) au prix de 6 F :

- Documents à propos de la Conférence latino-américaine d'avril 1972 pour la reconstruction de la IV^e Internationale ;
- A propos du dernier document de la S.L.L. ;
- La lutte contre la normalisation : premier bilan.

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

Je m'abonne pour 5 numéros à la Vérité et je joins 25 F en chèque postal (3 volets), chèque bancaire ou mandat. Coordonnées : 61100 Montargis Cedex (10^e) et à retourner à la Vérité, 39, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 10^e.



Hausse des prix :

c'est l'état bourgeois qui organise l'inflation

AH, la belle formule d'un directeur du Centre d'Etudes des Techniques économiques modernes que nous donne Le Figaro des 23 septembre 1972 ! Il s'agit de la hausse des prix, naturellement, sujet de préoccupation « à la une » de tous les journaux :

« Le mouvement des prix est ascendant partout et de façon durable et on doit le situer moins dans un "mécanisme" économique que dans un grand jeu où l'Etat, les particuliers et le secteur productif sont les partenaires. »

Ce « grand jeu » tel que l'énonce le directeur de ce « CETEM » n'est autre que la lutte des classes. L'auteur de la formule publiée par Le Figaro admet ce que Marx avait démontré il y a bien longtemps : il n'y a pas de loi d'airain des salaires et des prix et il n'est pas vrai que ceux-ci grimpent en proportion de ce qu'ils sont. En effet, en France durant 14 ans, de 1955 à 1969, selon une enquête de l'OCDE, et en France particulièrement, l'augmentation de ce que la bourgeoisie, pour sa domination, a prélevé sur le produit national brut, a été de 41,1 %, passant de 12 à 17 % de ce produit national brut. En contrepartie, si l'on peut dire, les masses travailleuses ont vu diminuer leur consommation de près de 7 % (selon les chiffres officiels) passant de 64,3 % à 59,8 % de ce produit national brut. Ainsi, entre ces deux dates — 1955, 1969 — les masses se sont appauvries, leur pouvoir d'achat s'est déprécié, malgré 1968 qui, décevant dans ses résultats, n'en a pas moins permis de stopper l'offensive du capital contre les masses et d'entraver précisément cette descente aux enfers que le régime bourgeois offre comme seule perspective aux salariés et exploités de toutes conditions.

Cependant, « notre » directeur de ce « CETEM » affirme :

« Les salariés ne sont, d'ailleurs pas les mieux placés pour récupérer les hausses ; l'Etat et le secteur productif s'en chargent avant eux. La grève elle-même, malgré les menaces, ne paraît pas non plus une arme de manœuvre aisée dans le semestre précédant les élections, et l'opposition le sait. Toute autre politique signifierait volontés de casser le jeu et démarrage d'un processus révolutionnaire ; là, l'économiste n'est plus compétent pour prévaloir. »

En fait, l'économiste bourgeois n'a jamais été « compétent » pour prévoir, pour la simple raison que sa fonction n'a jamais été de prévoir quoi que ce soit, mais de justifier, quoi qu'il arrive, la pérennité du système bourgeois.

Cela dit et par quelque bout que l'on prenne les choses, le centre générateur de l'inflation, c'est l'Etat bourgeois lui-même, c'est-à-dire le système de l'économie capitaliste dans sa forme la plus concentrée : le pouvoir politique.

Il n'empêche que les inquiétudes bourgeoises devant l'inflation ne sont pas feintes. Elles ne sont cependant pas motivées par des préoccupations économiques mais bien par des préoccupations politiques. La preuve en est donnée de façon péremptoire par les annonces par Giscard aux mesures annoncées par Giscard d'Estaing pour, prétendument, « juguler » la hausse :

« Mardi (25 août 1972) cette hésitation (du comportement de la Bourse) se transformait en un repli massif qui s'expliquait par l'appréhension du marché devant les mesures anti-inflationnistes qui devaient être étudiées au Conseil des Ministres le lendemain. Finalement, les décisions prises ont été limitées et, par conséquent, bien accueillies car le marché de Paris ne détesta pas l'inflation. Jeudi les valeurs françaises se sont vigoureusement reprises [...] »

(« Panorama boursier » du Figaro des 2 et 3-9-72).

Le « par conséquent » vaut son pesant de dollars du marché paralysé. En effet, les propositions faites par le ministre de l'Economie et des Finances ne sont pas dérisoires : elles sont dans le droit fil de la perpétuation de l'exploitation des travailleurs par la dégradation de leur niveau de vie. Gilbert Mathieu, commentant pour « Le Monde » ces propositions, conclut dans un article daté du 1^{er} septembre 1972 :

« Tout se passe comme si le gouvernement voulait, surtout pour le moment, ne s'allier personne, en se disant qu'après tout le pays s'accoutume à l'inflation. En novembre, si le thermomètre des prix continue d'enregistrer la fièvre, on songera à d'autres calmants. De quoi attendre avril, mais des surprises, qui peuvent être chirurgicales. »

Mais il faut s'en sortir. C'est cette préoccupation qui anime Ségué, secrétaire de la CGT. A l'issue de l'audience accordée à cette confédération par Edgar Faure, ministre des Affaires sociales, une déclaration est remise à la presse dans laquelle on peut lire :

« (...) elle (la délégation de la CGT) a demandé au ministre de soumettre au gouvernement six mesures de nature à juguler efficacement la vie chère :

- 1) échelle mobile des salaires ;
- 2) blocage des tarifs publics ;
- 3) réduction des taux de TVA frappant les produits de large consommation ;
- 4) exonération de la TVA sur les produits pharmaceutiques ;
- 5) réduction et contrôle des marges bénéficiaires de la grande industrie, du gros intermédiaire et du commerce concentré ;
- 6) allègement du coût du crédit à la consommation.

Laissons de côté, pour le moment, le caractère « technique » de ces mesures pour ne retenir que ce seul aspect : « la demande au ministre de soumettre au gouvernement six mesures concrètes ».

Le ministre, n'en doutons pas, « soumettra » au gouvernement. Mais après, que se passera-t-il ? Rien. Fallait-il ou ne fallait-il pas demander au ministre de soumettre au gouvernement ? Fausse question. La vraie question est celle-ci : que propose aux travailleurs la direction de la CGT pour faire aboutir les « six mesures » qu'elle préconise ? Comptent-elle sur la « compréhension » du gouvernement ? Apparemment non, puisque le même Ségué commentant la discussion avec Edgar Faure, discussion qui dura deux heures, précise :

« Nous ne nous sommes pas raconté d'histoires. Nous savons très bien à quoi nous en tenir sur les orientations gouvernementales de la politique sociale. »

(« L'Humanité » du 1-9-72)

Cette demande adressée au ministre n'a donc pas d'autre but que de rendre encore plus claire la politique gouvernementale aux yeux des masses. Cela fait, elle ne peut, en elle-même, faire aboutir aucune des six mesures préconisées. Cette démonstration n'est pas capable d'apporter dans les foyers un gramme supplémentaire de ce bifteck en passe de devenir un produit de luxe. Ce sont les travailleurs, leurs organisations, syndicats et partis, qui, par leur action, peuvent imposer au gouvernement que satisfaction soit accordée à leurs revendications.

Et pourtant, M. Ballanger, « président du groupe communiste à l'Assemblée Nationale », adresse à M. Messmer, Premier ministre, une lettre qui se conclut par ces mots :

« C'est pourquoi je vous demande dès la rentrée du Parlement un débat de politique générale où tout le gouvernement et sa majorité, comme l'opposition, pourront confronter devant l'opinion publique leurs propositions respectives. »

(« L'Humanité » du 2-9-72)

Soit ! Ce n'est pas « Informations Ouvrières » qui reprochera à la direction du PCF l'utilisation de la tribune parlementaire pour dénoncer la politique gouvernementale. Mais peut-il s'agir d'une simple « confrontation » ? N'est-ce qu'un débat d'idées ?

Nous serions tentés de le croire si l'on en juge par l'Humanité du 1^{er} septembre qui, abordant la question du pouvoir d'achat, affirme que les travailleurs sont, de la part du gouvernement, en présence d'un « triple escamotage ». Se plaçant sur le terrain de Giscard d'Estaing, selon lequel « il y a un gâteau à se partager et on ne peut en prendre plus que sa part », le PCF ajoute, voulant montrer le triple escamotage :

- 1) on pourrait peut-être revoir la répartition du gâteau,
- 2) la répartition définitive se fait en plusieurs étapes,
- 3) la taille du gâteau n'est pas déterminée une fois pour toutes.

Hélas ! Cette histoire de gâteau est de la fine cuisine. Les ingrédients de ce gâteau-là sont bien connus des travailleurs ; ils s'appellent : propriété privée des moyens de production, plus-value, exploitation de l'homme par l'homme, Etat bourgeois, menaces et atteinte aux libertés démocratiques, dégradation des conditions de vie et de travail.

Il ne s'agit donc pas de « gâteau » à partager au mieux, mais d'un régime économique et social que les travailleurs doivent faire disparaître.

Dans l'unité, toutes le mouvement ouvrier des mil

Les faits et les réactions sont clairs, ils s'éclaircissent mieux chaque jour : la bureaucratie du Kremlin, aux abois, a voulu faire des procès durant l'été, en comptant sur la complicité du silence et sur l'appui tacite de la bourgeoisie. L'ampleur de la réaction du mouvement ouvrier et démocratique l'a surprise ; elle tente de s'en sortir, mais ne fait que s'enfermer.

Pour ce qui concerne notre pays, on connaît les réactions du Parti socialiste, de la Ligue des Droits de l'Homme, de l'ensemble des centrales syndicales dont la CGT, du Parti communiste français, c'est-à-dire de l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique.

Les précisions que donne France Nouvelle cette semaine intéresseront tous les militants :

« Sans examiner cas par cas la qualité et le comportement des personnes déérées devant les tribunaux, la preuve n'a pas été rendue publique des actes répréhensibles qui leurs sont reprochés. La notion même "d'activité anti-Etat" socialiste demande quelques éclaircissements qui manquent jusqu'aujourd'hui. »

Depuis l'ouverture de ces instances judiciaires, il était possible de faire la preuve que la légalité socialiste, excluant les délits d'opinion, a été respectée. Cela aussi bien en ce qui concerne la publicité des procès, que sur le plan politique en révélant les actes concrets mettant en danger l'Etat socialiste, les fautes graves pouvant conduire à la subversion contre la société socialiste en Tchécoslovaquie.

S'agissant d'une opposition politique et idéologique — et c'est là un autre aspect très important de la légalité socialiste, différent des crimes mettant en danger la sécurité de l'Etat et des citoyens — le moyen le plus démocratique d'y faire face, c'est de mener une lutte politique et idéologique appropriée, en s'appuyant sur les travailleurs et les masses populaires. Autrement, les mécanismes sociaux de l'Etat et du pouvoir socialiste risquent bien de ne pas retrouver leur transparence et les droits de l'individu, garantis par la démocratie socialiste, sont transformés par l'idéologie bourgeoise en mise en cause permanente du socialisme lui-même.

Ce qui se passe à Prague ne concerne pas seulement la juridiction interne de la Tchécoslovaquie. Cela nous concerne aussi, en raison de nos principes et du sens élevé que nous avons de nos devoirs dans le cadre de l'internationalisme prolétarien. »

Mais il ne suffit pas de protester. Il faut agir.

Il faut donc agir efficacement, comme le propose le camarade Dupont dans la lettre ouverte à G. Ségué dont nous avons fait état (« I.O. », n° 574), en réalisant l'unité des forces ouvrières et démocratiques pour la commission internationale d'enquête. En tout cas, la seule discussion légitime dans le mouvement ouvrier, c'est celle qui permet d'agir tout de suite. Et les arguties petites-bourgeoises concernant la pureté des intentions de tel ou tel militant ne sont que moyens de covrir l'impuissance et la capitulation. Ainsi ceux qui dans cette affaire ont été les premiers à mettre en avant des exclusives contre des tendances du mouvement ouvrier et démocratique, les dirigeants de la Ligue dite communiste, restent, aujourd'hui encore, étrangement muets et inefficaces pour sauver leurs camarades tchécoslovaques, pour libérer les emprisonnés politiques, pour libérer Iskir.

De ce point de vue, la vie même a fait littéralement des procès d'intention : la défense des emprisonnés politiques, la lutte pour leur libération, c'est la lutte pour le socialisme, elle est inséparable de la bataille politique pour la construction du Parti révolutionnaire, elle est un facteur de la régénération révolutionnaire de tout le mouvement ouvrier, elle est inséparable de la lutte contre l'impérialisme. Et les alliés de la bureaucratie du Kremlin ne se trouvent plus, en France par exemple, que dans les cercles dirigeants, cléricals-impérialistes, dont Le Monde de M. Jacques Fauvet est le serviteur zélé.

Ce dernier, qui s'est distingué par sa remarquable souplesse d'adaptation (par

exemple en ce qui concerne le Viet-Nam, il a toujours été partisan de la division contre-révolutionnaire du pays), considère qu'il serait mal venu, du point de vue de la « diplomatie planétaire », de reprocher quoi que ce soit aux troupes du pacte de Varsovie qui ne font qu'appliquer la politique de Yalta.



Les bureaucrates stalinien de Prague préparent de nouvelles charettes.

Et M. P. Abrassimov, ambassadeur de la bureaucratie du Kremlin auprès du gouvernement de M. Pompidou, considère, en répondant à François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, qui s'en inquiétait :

« Je voudrais également attirer l'attention sur le caractère tendancieux de votre manière d'aborder une autre question — dans l'appréciation des relations entre l'URSS et la Tchécoslovaquie. Vous avez commencé votre conférence de presse du 21 août en citant une prétendue "intervention soviétique" en Tchécoslovaquie en 1968. La propagande bourgeoise elle-même renonce peu à peu à cette thèse rebattue, comprenant son inconsistency. Je puis vous rappeler à ce sujet le récent article du "Monde" intitulé "Annuaire" dans lequel il est souligné à juste titre que les Soviétiques ont versé trop de sang pour la résurrection de l'Etat tchécoslovaque, pour admettre un seul instant que 1968 puisse rappeler 1938, et qui montre également que le tapage autour de la "question tchécoslovaque" est destiné à détourner l'attention de ce qui se passe dans d'autres régions du monde, en particulier au Viet-Nam. »

« [...] A la lumière de vos déclarations tant sur la situation des personnes de nationalité juive en URSS que sur la question "tchécoslovaque", j'en viens à douter, pour vous parler franchement, de la sincérité de vos assurances concernant votre désir d'instaurer et de développer des contacts avec la direction de l'Union Soviétique, notamment par des rencontres personnelles. [...] A votre avis, ce genre d'"activité" ne peut que mettre en question l'opportunité de votre voyage en URSS, pour lequel, conformément à votre demande, nous avons donné notre accord. »

La boucle est bouclée : Pompidou, Nixon, à Moscou, ont été fêtés pour ce qu'ils sont : les dirigeants de l'impérialisme. L'inquiétude du Parti socialiste ne lui permet plus de discuter avec Brejnev et ses complices.

D'ailleurs, M. Husak a levé le voile. Il amalgame militants socialistes du « Printemps de Prague » avec la contre-révolution fasciste, comme on peut le constater à la lecture de l'article publié dans l'organe officiel de la bureaucratie tchécoslovaque, Rude Pravo du 15 août qui, sur un ton d'ailleurs extrêmement défensif, amalgame les militants du « Printemps de Prague » à l'opposition bourgeoise émigrée en France.

Le mouvement ouvrier français ainsi publiquement attaqué fera littéralement de toute cette politique en amplifiant la lutte pour libérer Iskir, Sabata, Huebl et tous les emprisonnés de Prague !

Tendances réunies, on doit exiger la libération immédiate des condamnés à Prague !

La bataille pour la cessation immédiate des poursuites contre les accusés et la libération des condamnés de Prague s'est développée, notamment dans les entreprises et les syndicats. Nous publions ci-dessous toute une série de prises de position. Précisons que la déclaration commune de quatre militants ouvriers de Nantes de toutes tendances (PC, PS, OCL, Alliance Ouvrière) a été envoyée aux UD de Loire-Atlantique de la CGT, de la CGT-FO et à la FEN. Signalons également que des résolutions unanimes contre les procès de Prague ont été prises par les sections CGT et CFDT de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région parisienne, du syndicat unifié CGT des agents et cadres des caisses d'épargne. Au moment où P. Abrassimov défend l'activité de Husak et affirme que les Juifs d'Union Soviétique ne sont pas persécutés, il importe d'affirmer que la parole de l'ambassadeur d'URSS à Paris ne suffit pas.

Les travailleurs, leurs organisations exigent et exigeront en masse la libération des militants socialistes et communistes de Tchécoslovaquie. Ils imposeront la constitution de l'indispensable Commission ouvrière internationale d'enquête qui assurera la défense des accusés de Prague et de Moscou.

DES TRAVAILLEURS DU LIVRE S'ADRESSENT A LA FFTL ET AU BUREAU CONFEDERAL DE LA CGT

Le Bureau confédéral de la CGT, réuni le 2 août, a publié un communiqué sur la Tchécoslovaquie dans lequel « il déplore les procès en cours dont la nature politique est évidente ».

En effet, ce sont bien des procès d'opinion, intentés au mépris des libertés démocratiques, au mépris de la légalité socialiste, qui sont menés contre les militants du « Printemps de Prague ».

La conséquence de la déclaration de notre bureau confédéral doit être la libération immédiate des emprisonnés.

Le Bureau confédéral constate que les garanties données par les actuels dirigeants tchécoslovaques n'ont pas été respectées !

Protester, c'est bien, mais cela ne suffit plus ! Que faire alors ?

Au dernier congrès confédéral, la proposition d'une Commission ouvrière d'enquête a été faite par un délégué. Il nous semble que c'est la voie juste, car les libertés démocratiques, la démocratie ouvrière, le socialisme, c'est notre affaire, c'est l'affaire de tout le mouvement ouvrier.

Nous attendons du Bureau confédéral qu'il prenne l'initiative d'une telle campagne, en s'adressant aux organisations ouvrières qui se sont prononcées contre les procès de Prague (FEN, CGT-FO, PCF et PS).

Car nous, qui combattons pour le socialisme, pour la défense des libertés démocratiques, nous ne pouvons nous taire, nous ne pouvons rester passifs comme la bourgeoisie le voudrait, se servant de ces procès pour ternir l'image du socialisme.

Notre meilleure réponse, nous en sommes sûrs, est de mener campagne jusqu'à la libération des emprisonnés.

C'est ce que nous nous attendons de vous.
Revez, chers camarades, nos salutations syndicalistes.

(16 signataires.)

ADHESION AU COMITE D'UN SECRETAIRE FEDERAL DU PARTI SOCIALISTE

Cher Camarade,

Associé sur le plan national en tant que membre du Comité directeur du Parti socialiste à la signature de l'appel du « Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques en Europe de l'Est », je ne puis qu'y souscrire au plan départemental, au nom de la Commission exécutive fédérale du Parti socialiste.

Après Pachman, il faut sauver lakir : notre concours vous est acquis.

Reçois, cher Camarade, l'expression de mes sentiments socialistes.

Le Premier Secrétaire
de la Fédération de la Gironde
du Parti Socialiste.

Michel SAINTE-MARIE.

P.S. Je vires 10 F au C.C.P. (45 - La Source n° 31 547-74).

MOTION ENVOYEE AU SECRETARIAT DE L'UNION INTERNATIONALE DES ETUDIANTS

Camarades,

Nous vous prions de trouver ci-après le texte d'une motion adoptée à l'unanimité des quinze présents lors d'une réunion d'étudiants que nous avons tenue à Grenoble :
« Les étudiants de différentes nationalités (Italie, Espagne, Algérie, Malte, Palestine, France), réunis à Grenoble le 17 août 1972 dans le cadre du cercle international de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme,

— s'adressent à la direction de l'Union Internationale des Etudiants à Prague pour qu'elle exige du gouvernement qui siège à Prague la libération immédiate du camarade Jiri Mueller, ancien dirigeant de l'Union des Etudiants tchécoslovaques ainsi que celle de l'ensemble des emprisonnés politiques, pour qu'elle exige du gouvernement tchécoslovaque que cessent les procès politiques qui ternissent l'image du socialisme.

— demandent à la direction de l'UIE de fournir à l'ensemble des Unions nationales étudiantes toutes les informations qu'elle pourrait détenir sur les inculpés et les procès qui se déroulent actuellement à Prague et à Brno. »

Certains que vous saurez accorder toute l'attention nécessaire à cette exigence de militants qui se réclament du socialisme et s'inquiètent de la situation dans les pays où la bourgeoisie a été expropriée.

Nous vous adressons, Camarades, l'expression de nos sentiments socialistes.

Pour le Bureau fédéral.

Un article du « Rudé Pravo » du 16 août 1972

« Il n'est pas possible de se livrer impunément à la subversion du système socialiste »

LE PROGRAMME DE LA SUBVERSION

Une partie des forces opportunistes de droite et antisocialistes a recouru à la conspiration après sa défaite de 1969 et a commencé la lutte contre l'Etat socialiste. Malgré leurs indiscutables divergences d'opinions et la diversité des buts politiques poursuivis, les divers groupes illégaux cherchaient un point de vue commun à partir duquel ils s'efforceraient d'affaiblir et progressivement changer le système étatique et social socialiste. Ils l'ont trouvé dans le soi-disant Petit programme d'action d'un mouvement pour le centralisme démocratique (erreur manifeste — centralisme au lieu de socialisme — note du traducteur), élaboré par le groupe de Brno dirigé par le Dr Milan Silhan et proposé au groupe du Dr Jaroslav Sabata et aux groupes pragois autour du Dr Milan Huebl et du Dr Jan Tesar.

Le « Petit programme d'action » était le programme de la liquidation progressive du régime socialiste (...).

LIAISON AVEC LES TRAITRES ET LES ENNEMIS

Certains parmi les groupes illégaux maintenaient une liaison avec l'émigration tchécoslovaque d'après février 1948, note du traducteur, ainsi qu'avec celle d'après août. Le Dr Jan Tesar était en correspondance avec l'émigré d'après février, le Dr Radomir Luza, aujourd'hui actif en tant que membre du comité de rédaction de Svedectvi (revue de l'émigration bourgeoise, dirigée par Pavel Tigrid, note du traducteur). Tesar fournissait à Luza les informations qui devaient servir la propagande hostile à la Tchécoslovaquie, il proposait sa participation à des activités hostiles. Leur correspondance mutuelle était menée d'une manière conspirative, entre autres avec l'utilisation de codes (...).

L'ACTIVITE CRIMINELLE INCONTESTABLEMENT PROUVEE

Notre Constitution socialiste garantit à tous les citoyens de larges droits et libertés politiques. Mais ces libertés civiles doivent être appliquées en harmonie avec les intérêts du peuple travailleur. Nous avons souligné à maintes reprises qu'on ne peut pas abuser de ces droits pour des attaques contre les principes fondamentaux de notre système étatique et social (...). Encore moins peut-on tolérer une activité subversive systématique et organisée contre les fondements du socialisme, menée en collaboration avec des ennemis manifestes de l'émigration (...).

L'activité criminelle des accusés a été prouvée au cours de l'instruction par une multitude de preuves entièrement sûres et absolument convaincantes (...).

« Selon la loi, le crime de subversion de la République est patent s'il est commis par hostilité au système étatique et social socialiste. Ceci a été prouvé d'une manière irréfutable pour tous les accusés. Par exemple, Jan Tesar et Jiri Muller ont déclaré expressément au cours des débats principaux devant le tribunal municipal de Prague le 18 juillet qu'ils sont des adversaires du communisme et qu'ils s'efforceraient et s'efforceraient pour cette raison de changer le régime étatique en Tchécoslovaquie. »

EN HARMONIE AVEC LA MISSION DE LA LEGALITE SOCIALISTE

Les débats principaux devant les tribunaux à Prague et à Brno se sont déroulés en observant d'une manière conséquente toutes dispositions légales correspondantes. En accord avec le code pénal, tous les débats ont été publiés. Les parents les plus proches des accusés ont assisté aux débats. La présence des personnes qui ont assisté aux débats leur avait été rendue possible sur présentation d'un billet d'entrée délivré par le président du tribunal. Les moyens bourgeois de transmission qui, bien avant l'ouverture de l'instruction judiciaire des cas, avaient répandu des calomnies à propos de centaines d'arrestés et d'emprisonnés en Tchécoslovaquie expriment maintenant des « appréhensions » quant à la légalité de l'instruction pénale (...).

Il est correct de constater aussi de nouveau que les organes de l'Etat socialiste ont arrêté, convaincu de leur culpabilité, traduit devant le tribunal et justement puni les coupables d'activité subversive dans des organisations illégales qui menaçaient les fondements du système étatique et social socialiste de l'Etat (...).

Nous n'avons pas fait des procès contre les convictions politiques de nos adversaires et nous n'admettrons pas de tels procès à l'avenir non plus. C'est précisément la tâche d'observer la légalité socialiste qui nous impose de poursuivre selon la loi celui qui commet des actes dirigés contre le régime étatique et social de l'Etat socialiste (...). Les organes de la Sécurité, de la Procuration et de la Justice, en poursuivant à temps et correctement les coupables d'activité subversive, ont rempli leur devoir légal.

Vaclav Dolezal.

BULLETIN D'INFORMATION

du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques,
dans les pays de l'Europe de l'Est

Adhésions et correspondance :

Siège : Alain CHALLIER, 48, rue Louise-Michel, 92 - LEVALLOIS-
PERRET (Tél. PER. 48-14).

Biblioteca de Comunicacio

Hemeroteca General

Un an (au moins cinq numéros) : à partir de 10 F (C.C.P. Alain
Challier n° 31 547-74 - La Source).
Numéro spécial de août sur les procès.

La laïcité menacée !

L'atteinte à la forme républicaine de l'Etat et du gouvernement est un délit sanctionné. La propagande en vue de cette atteinte est également poursuivie par M. Marcellin, une interprétation abusive de la loi a justifié sur ce plan les décrets de dissolution de juin 1968.

Pourtant, aujourd'hui, une campagne d'une autre ampleur se développe qui ne vise à rien moins que de supprimer les dispositions qui ont valeur de loi constitutionnelle, stipulant la séparation des Eglises d'avec l'Etat. Cette réforme essentielle interdisait justement aux congrégations d'enseigner leur idéologie réactionnaire aux enfants en bas âge. « La grande réforme de la séparation, la plus grande qui ait été tentée dans notre pays depuis la Révolution française. » (Jaurès, La Dépêche, 30 avril 1905.)

Complément indispensable de la laïcité et de la nationalisation de l'école, la séparation implique que les fonctions publiques soient interdites aux membres de l'organisation cléricale, qui constituent un corps organisé qui a pour nom l'Eglise, un parti politique, un « groupe de pression », une énorme puissance financière.

A la faveur des ambiguïtés, des renoncements, des capitulations qui depuis 1960 ont jalonné la lutte laïque, le Vie

Catholique écrit : « Une conception démocratique de la laïcité exclut tout enseignement d'une philosophie officielle » (citation de Marchais), nous hésitons, en lisant ces lignes, entre l'éclat de rire, la colère légitime et l'ahurissement.

« M. Marchais pense donc que le fait d'appartenir à une église interdira demain dans l'Etat socialiste, l'accès à la fonction publique ou la détention d'une responsabilité. »

Le scandale réside dans le caractère parfaitement dénué de l'argument. Aujourd'hui même, le fait d'être membre de la hiérarchie interdit évidemment l'accès à la fonction publique. La religion en droit, est une affaire privée. Que cherche la hiérarchie : c'est Helldo T.C., repaire des PSU et curés de gauche, qui lâche l'aveu : il faut préparer la contre-révolution, les références à Coblenze, repaire des aristocrates pendant la révolution française, sont éloquentes :

« Que vise-t-il lorsqu'il écrit : "Aucun membre d'aucune Eglise ne peut exercer de fonctions dans l'Etat et pas seulement dans l'éducation nationale ?" Le prêtre facteur des PTT est-il concerné ? Qu'en est-il du prêtre qui travaille au CNRS ? Par extension faut-il évoquer le cas des religieuses qui sont dans les hôpitaux du secteur public ? L'Etat géré par l'union

de la gauche va-t-il continuer de payer les aumôniers militaires, les prêtres d'Alsace et de Moselle et mettre à la porte le prêtre gardien de nuit dans un musée ? (...)

« Le prêtre exclu en fonction d'un critère religieux aura-t-il au moins le droit d'émigrer en Israël ou de se réfugier à Coblenze ? »

Les forces fondamentales de la bourgeoisie tentent désespérément de mobiliser leurs forces.

Elles cherchent des gages dans la coquardise des directions officielles du prolétariat.

La guerre laïque, la lutte contre « l'opium du peuple » est, sous une forme certes détournée, pervertie, y compris par l'idéologie bourgeoise de la « religion sans dieu », un aspect de la lutte des classes.

L'enjeu, c'est la conscience de millions d'enfants du prolétariat, que les instituteurs tentent d'éveiller.

Il n'y a pas de « pluralisme », il y a une nécessaire pédagogie qui tente le plus possible de permettre aux enfants de choisir. Et l'on ne peut que dénoncer, avec tous les enseignants conscients de leurs responsabilités, une conception im-

pliquant que « l'intégration à l'enseignement public du personnel issu des écoles privées, religieuses en particulier, aura pour conséquence l'arrivée dans le service national d'enseignants chrétiens s'ajoutant aux milliers d'autres qui y exercent déjà. Ces enseignants, sur la base des connaissances scientifiques diffusées auront pleine liberté (on ne voit d'ailleurs pas comment il peut en être autrement), comme les marxistes et n'importe quel autre enseignant se réclamant de telle ou telle croyance, de telle ou telle philosophie — ou croyant ne se réclamer d'aucune — d'être tout simplement eux-mêmes et de donner de ces connaissances scientifiques LEUR CONCEPTION IDEOLOGIQUE » (souligné par nous). Là est la source pernicieuse de la pénétration des idéologies à l'école, opposées sans tard à la connaissance scientifique, pour des enfants de 6 à 16 ans (période de la scolarité obligatoire) qui n'ont, eux, pas la possibilité de choisir.

Et le danger est d'autant plus pressant qu'il est au sein même du mouvement ouvrier, car l'article cité n'est ni extrait de la Vie Catholique, ni de Temoignage Chrétien, mais de France Nouvelle, hebdomadaire du CC du PCF, du 22 au 28 août 1972, sous la signature autorisée de

Lettre d'un groupe de militants du spectacle :

Les artistes et la lutte des classes...

L'avant-garde révolutionnaire est revenue et revendira maintes fois sur la crise du système impérialiste. Les contradictions s'accroissent, aiguës par les luttes du prolétariat mondial, lequel a repris l'initiative dans la guerre des classes. Aujourd'hui, le prolétariat tend à disputer à la bourgeoisie la direction politique des couches intermédiaires. C'est ce qu'a indiqué, entre autres, le résultat du référendum de cette année. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'aspiration de nombreux artistes et intellectuels à rejoindre la lutte du prolétariat.

Dans une société où la liberté de création artistique se trouve bafouée, mutilée, où tout n'est que rentabilisation et marchandisation, asservissement, chômage, le travail artistique en arrive à revêtir les oripeaux culturels de la bourgeoisie, à n'être qu'une quincallerie servile à la recherche de modes pour une minorité blâsée face à une majorité muette et méprisée. Non seulement pour libérer la création artistique, mais ne serait-ce que pour sauver le simple acquis culturel accumulé au cours des siècles, il faut en finir avec un régime qui, lui, veut en finir avec l'art.

La bourgeoisie s'attaque à l'ensemble des moyens de diffusion de l'art et de la culture. C'est par ce biais, quand elle ne censure pas brutalement qu'elle entend exercer un contrôle toujours plus rigoureux sur la production artistique.

C'est en effet à travers les moyens de diffusion que se réalise la rentabilisation des œuvres d'art et comme c'est cette rentabilisation qui détermine leur financement et leur mise en œuvre en contrôlant le marché, la bourgeoisie contrôle de façon plus ou moins directe leur contenu. Et c'est bien ce dont il est question à travers toute une série de faits : la nomination de S. Nora et R. Dordhain (ex-directeur des relations extérieures de Trignano) à la tête de la société « Vidéo-grammes de France » contrôlée par Hachette et qui a obtenu le monopole de la diffusion des vidéo-cassettes (appareils permettant d'utiliser à domicile et à volonté, comme

les disques, les émissions de TV), la volonté de mettre au pas le personnel de l'ORTF pour préparer de « bonnes élections » exprimée par la nomination d'Arthur Conte à la direction de l'Office, la signature des accords ORTF-Cinéma qui ouvrent la perspective de la disparition des petites et moyennes maisons de production plus ou moins indépendantes, la remise en cause des subventions de l'Etat aux théâtres nationalisés, aux salons d'arts plastiques, etc.

LA POLITIQUE DES PABLISTES

C'est ce moment que les pablistes de la Ligue « communiste » et divers gauchistes choisissent pour, dans le plus strict anonymat, faire part aux artistes et travailleurs du spectacle de leurs « projets politiques ». Ces gens-là ont des projets !

Après avoir abandonné le cadre des organisations (Fédération nationale du Spectacle CGT) que les artistes et travailleurs du spectacle se sont forgés dans la lutte, ils publient une feuille appelée *Poings serrés* dans laquelle, outre leurs « projets politiques », ils nous informent qu'elle concerne tous ceux qui veulent trouver « une réponse révolutionnaire aux angoisses créées par la disparition des certitudes et valeurs traditionnelles ».

Un peu plus loin, en complet accord avec la politique anti-marxiste de la Ligue « Communiste », ils posent la question « Quel socialisme voulons-nous ? ». Ainsi il existerait plusieurs sortes de socialisme. Cela sous-entend alors que ce que Trotsky, à propos de l'URSS, qualifiait d'Etat ouvrier dégénéré, est considéré par ces gens comme une forme du socialisme, certes inacceptable, mais socialisme tout de même. Poursuivant sur le terrain de la petite-bourgeoisie enragée, ils s'attaquent aux organisations des travailleurs, amalgamant la classe ouvrière aux directions stalinienne. Tournant en dérision les staliniens, ils osent écrire : « si vous êtes lassés des petits combats stériles pour l'amélioration de vos conditions de travail, vous êtes un danger spontanéiste ». Cela dépasse le crétinisme intel-

lectuel pour révéler le mépris dans lequel ils tiennent l'ensemble des travailleurs et leurs luttes historiques, oubliant que la conscience des masses se forge dans la lutte quotidienne contre l'exploitation capitaliste. Cette démarche est bien logique pour des gens qui attribuent à l'artiste une conscience particulière qui lui permettrait, par le canal de sa seule profession, de comprendre plus que tout autre la nature du régime capitaliste, et d'être par conséquent, chargé d'un message historique : « ... ils sont particulièrement sensibles à la forme spécifique de répression liée à la nature même de leur vocation » ou encore à propos d'une lutte sectorielle engagée sur un plateau « elle a montré les possibilités de liaison entre les autres catégories professionnelles et le rôle que les comédiens peuvent jouer dans des luttes qui, en l'occurrence, ne concernaient pas directement leurs intérêts ». Ainsi, après les différentes formes de socialisme, on nous apprend qu'il existe des intérêts différents entre les travailleurs. Les comédiens érigés en avant-garde !

Or contrairement aux solutions partielles et inefficaces, c'est bien le problème du pouvoir qui se trouve posé. Sur ce point les légitimes aspirations des artistes à s'émanciper des tutelles financières et idéologiques de la classe dominante ne peuvent trouver de solutions que dans la compréhension de l'impasse du régime capitaliste et donc dans la nécessité de s'organiser pour l'abattre sur le terrain du combat de la classe ouvrière qui, en opérant la transformation révolutionnaire de la société, ouvrira les perspectives d'un développement jusque-là inégalé de l'art et de la culture, incluant l'assimilation critique des richesses culturelles du passé, bouleversant les rapports entre le créateur et le public, donnant l'impulsion au renouvellement du contenu et des formes des œuvres d'art.

Or aujourd'hui la perspective ouverte au prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir et la transformation révolutionnaire de la société est celle du gouvernement ouvrier, qui se con-

crétise par un gouvernement PCF-PS sans représentant de la bourgeoisie, et que les travailleurs chargent de satisfaire leurs revendications et aspirations. Cette perspective est aussi celle des artistes et des travailleurs du spectacle. Aussi est-il au plus haut point instructif de voir ce qu'ils ont en droit d'attendre d'un tel gouvernement et ce que le programme commun PCF-PS leur propose.

DANS LE PROGRAMME COMMUN P.C.F.-P.S.

Dans le programme commun nous trouvons la déclaration suivante : « Le gouvernement recherchera, avec les intéressés, les moyens de briser l'emprise des puissances financières sur l'ensemble des activités culturelles : cinéma, théâtre, livre, disque, télévision, vidéo-cassettes ».

Il s'agit en effet d'une question fondamentale. L'emprise du capital financier sur les moyens de diffusion des arts et de la culture subordonne la création artistique aux exigences commerciales des maîtres du marché. C'est pourquoi le combat pour la nationalisation des moyens de diffusion des œuvres d'art fait partie intégrante et indispensable du combat pour la liberté de création artistique. Telle est en effet la revendication qui devrait être la conclusion logique de cette phrase.

Mais poursuivant la lecture du programme commun nous lisons : « A côté d'un large secteur privé qui subsistera, des nationalisations et prises de participations soustrairont de larges secteurs culturels à l'emprise que les grandes sociétés font peser sur eux ».

Dès lors nous sommes en droit de poser les questions suivantes : quelles seront les limites du « large secteur privé » qui subsistera ? Quelles seront les larges secteurs soustraits de leur emprise ? Comment seront-ils financés, autrement dit quel sera le budget des affaires culturelles ? A ces questions le programme commun ne répond pas et en particulier il ne reprend même pas la revendication de la CGT réclamant 1 % minimum pour les affaires culturelles.

Poursuivons la lecture du programme commun : « Opposée à toute bureaucratisation, cette transformation contribuera à garantir une véritable et libre confrontation des courants, des écoles, des styles, des expériences ».

Fort bien, mais comment ? Pour assurer sans bureaucratisation la libre confrontation des courants, etc., il n'est qu'un moyen. Les travailleurs du spectacle, les artistes par le canal de leurs organisations syndicales doivent en assurer le contrôle. Cette mesure pourrait avoir une concrétisation dans le cinéma de l'Etat. Nous le revendiquons.

ÉTÉ 1972 : LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE MURIT

Le Chili au bord de la guerre civile ?

Deux années après la victoire électorale du Front Populaire au Chili, la lutte de classe démontre implacablement que la voie pacifique vers le socialisme qui représente le fondement du gouvernement de l'Unité Populaire dans lequel les masses chiliennes ont mis tous leurs espoirs ne peut conduire qu'à la faillite.

Allende, le président socialiste du Chili, vient, après les manifestations répétées de l'extrême-droite à Santiago et les nombreuses provocations de la réaction dans le pays ces derniers temps (assassinat de quatre ouvriers agricoles dans le sud, meurtre d'un policier à Concepcion, attaques contre les ministres du Travail, de l'Intérieur et de l'Economie, opérations de commandos à Santiago...), de s'écrier :

« Je suis horrifié lorsque j'entends certains inconscients proclamer que nous sommes au bord de la guerre civile. Cette guerre, si elle nous était imposée, nous la gagnerions. Mais elle nous blesserait pour des générations, détruirait l'économie chilienne et ruinerait les relations humaines. »

Allende affirme par là, alors que la réaction chilienne se prépare ouvertement à la violence, qu'il faut à tout prix maintenir les « relations humaines », c'est-à-dire la coexistence pacifique des exploités et des exploités.

Devant les menaces réitérées de la droite qui soutient de plus en plus ouvertement les groupes fascistes du Chili, le gouvernement de l'Unité Populaire se refuse catégoriquement à armer les travailleurs, à unir en un seul bloc les organisations de la classe ouvrière contre la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Parce que ce gouvernement est entièrement lié à cette même bourgeoisie à laquelle il se refuse de porter aucun coup décisif.

Allende et son gouvernement respectent scrupuleusement l'ordre bourgeois. Alors que le Chili est très fortement endetté vis-à-vis de l'extérieur, le gouvernement de l'Unité Populaire continue à payer la dette des gouvernements précédents. En refusant le moratoire de la dette extérieure, le gouvernement bourgeois du Chili ne fait que continuer à s'endetter, d'autant plus que les cours du cuivre ont baissé de façon catastrophique depuis deux ans. De là vient l'inflation qui ne peut que s'accroître dans une telle situation.

La presse rapporte ces derniers jours que les produits alimentaires importés ont ainsi augmenté de 63 % « ce qui correspondait à une dévaluation considérable de l'escudo, la monnaie nationale, et entraînait par conséquent une hausse comparable des prix intérieurs » (Le Monde). Le rythme de l'inflation est actuellement de 5 % par mois.

VRAIE ET FAUSSE ASSEMBLEE POPULAIRE

Il y a un an, l'Assemblée Populaire de Bolivie, expression du pouvoir de la classe ouvrière dans la mesure où ses organisations unies posaient la question du pouvoir des masses contre celui du gouvernement bourgeois en place, était renversée par la réaction. Mais le prolétariat bolivien refusait en bon ordre et n'était pas érasé.

Depuis que la révolution prolétarienne a été stoppée en Bolivie, c'est au Chili que se concentrent tous les problèmes de la lutte des classes en Amérique latine. C'est au Chili que les problèmes de la révolution et de la contre-révolution vont devoir être réglés dans la prochaine période.

Mais politiquement le prolétariat chilien n'est pas dans la situation du prolétariat bolivien au sein duquel l'intervention du POR a été décisive pour imposer le cadre du Front unique qu'a représenté l'Assemblée Populaire.

Il y a deux mois, au Chili, à l'initiative des gauchistes du MIR, une prétendue « Assemblée Populaire » se serait réunie à Concepcion. Contrairement à ce que nous avons écrit dans « I.O. » n° 574 du 9 août, il ne s'agit pas dans ce cas de la réalisation de « l'unité de toutes les forces ouvrières », mais d'une tentative de diversion tournant le dos au Front unique de la classe ouvrière.

C'est dans une telle situation où le front unique n'étant pas réalisé ou en voie de l'être, que le gouvernement Allende de coalition entre les partis ouvriers et ceux de la bourgeoisie (Radicaux, Chrétiens de gauche) poursuit sa politique de collaboration de classe, prend en charge, contre les travailleurs, la défense des intérêts de la bourgeoisie, se refuse à rompre son lien traître avec elle.

Devant les menaces que fait peser aujourd'hui la droite réactionnaire liée au fascisme contre les travailleurs, le PC chilien « préconise la constitution dans chaque quartier et dans chaque usine de groupes d'auto-défense et de groupes ouvriers destinés à lutter contre la sédition ». Mais à aucun moment les dirigeants du PC, ni du PS ne parlent de la nécessité d'armer le prolétariat. Les comités envisagés ne peuvent être que dirigés contre les travailleurs eux-mêmes.

Il n'en demeure pas moins que la centrale unique des travailleurs (CUT) a décidé la grève générale avec occupation des usines, des exploitations agricoles et des administrations, si... la droite poursuivait son escalade. Mais le président stalinien de la CUT s'est bien gardé d'appeler les travailleurs à l'action immédiate.

Le 4 septembre, de puissantes manifestations ouvrières se sont déroulées, au second anniversaire de la victoire électorale de l'Union Populaire. Nous reviendrons sur les développements de la situation au Chili.

Irlande :

POUR RESOUDRE LA QUESTION D'IRLANDE, LE GOUVERNEMENT CONSERVATEUR DOIT ETRE ABATTU

C'est le 8 août que, pour faire face à l'offensive terroriste déclenchée quinze jours auparavant par les « provisoires » de l'IRA, le gouvernement anglais et son proconsul Whitelaw ont déclenché la plus importante opération militaire jamais entreprise par l'impérialisme britannique depuis la deuxième guerre mondiale.

Plus de 15 000 hommes, 600 chars et auto-mitrailleuses ont ratisé les quartiers catholiques de Belfast et Londonderry. Désormais, en Irlande du Nord, c'est par tous les moyens déployés de l'occupation militaire et du contre-terrorisme de l'Association Protestant de Défense de l'Ulster que l'impérialisme anglais tente de maintenir ses positions.

Tentative vouée à l'échec : les travailleurs anglais ont toutes les raisons de vouloir en finir au plus vite avec le gouvernement conservateur, organisateur de la vie chère, du chômage et de la répression anti-ouvrière. Ils créent ainsi les conditions de la restauration des libertés démocratiques du droit du peuple irlandais à disposer de lui-même.



LONDRES : un puissant cordon de police retient les dockers en colère en dehors de Transport House, le 16 août, après qu'une réunion de délégués ait voté la fin de la grève nationale des docks qui a duré trois semaines. Les délégués ont été hués, sifflés, bousculés et accusés de trahison (U.P.I.).

VIETNAM : L'IMPERIALISME SE DECHAINE

La guerre contre-révolutionnaire que l'impérialisme américain poursuit contre les ouvriers et les paysans du Viet-Nam n'a fait que se développer dans la dernière période. Le Nord-Vietnam tout entier n'est plus qu'un vaste champ de ruines. Des menaces très sérieuses pèsent sur les digues chaque jour bombardées par l'aviation U.S. et menacent de céder lors de la prochaine crue du Fleuve Rouge, risquant ainsi de noyer plus de dix millions de personnes.

Dans le même temps, la résistance des travailleurs vietnamiens, au Nord comme au Sud, n'a fait que s'amplifier. « Le Monde » du 2 septembre écrit que « l'offensive communiste au Vietnam du Sud est entrée dans son sixième mois et ne semble guère sur le point de se résorber ».

A la récente Convention du Parti Républicain, Nixon a regroupé les forces de la réaction et a clairement laissé entendre que la guerre serait menée encore au Vietnam pendant une longue période.

Plus que jamais, la clé de la situation au Vietnam est à Washington. L'élection présidentielle elle-même, qui se déroule néanmoins comme d'habitude entre les deux grands partis bourgeois des Etats-Unis, polarise aujourd'hui les forces de C'est la puissance du prolétariat américain qui peut arrêter la guerre de destruction totale dans laquelle Nixon est ouvertement engagé.

Où va Madagascar ?

Après l'insurrection révolutionnaire de mai 1972, les travailleurs et la jeunesse de Madagascar avaient vu leur mouvement stoppé net par l'armée, et le pouvoir passer entre les mains du général Ramanantsoa représentant la grande bourgeoisie malgache. Tsirana, le sanglant président, restait au pouvoir, bien qu'à l'ombre de l'armée.

Mais l'explosion n'en avait pas moins eu lieu, la grève générale avait libéré la plupart des prisonniers politiques et les masses des travailleurs et de la jeunesse, bien que frustrées politiquement de la victoire par l'armée, n'en poursuivaient pas moins un mouvement d'organisation autonome.

Ce cadre d'organisation, mis en place dès les journées de mai, c'est le Congrès National Malgache (ou KIM) regroupant l'immense majorité des travailleurs et de la jeunesse contre le gouvernement. Il semble donc que ce soit vers la constitution d'une forme soviétique d'un pouvoir qui se cherche encore que se dirigent les travailleurs malgaches.

Prévu pour août, le premier congrès du KIM doit avoir lieu du 4 au 19 septembre. Le Monde annonce que plus de 10 000 délégués ont été élus par les masses. C'est ce qui explique, alors que tout est calme dans la

grande île, la récente double décision du général au pouvoir. D'une part la loi martiale et l'état de siège promulgués la semaine dernière contre « ceux qui estiment pouvoir trouver leur intérêt dans le désordre », le gouvernement « étant décidé à faire face à toutes les provocations ».

D'autre part, le 1^{er} septembre, l'homme fort du régime de Tananarive affirmait sa volonté de rester cinq ans au pouvoir et annonçait un référendum pour le 8 octobre. La bourgeoisie malgache tient à tout prix à ce que l'ordre règne et tente de briser la volonté des masses de s'organiser en toute indépendance.

Il n'en demeure pas moins qu'à cette étape le Congrès national malgache est sur le point de se réunir. Le résultat de ses travaux aura la plus grande importance, indépendamment des illusions inévitables que « l'Assemblée populaire » malgache ne peut que développer à cette première étape. A Tananarive, aujourd'hui, l'armée est au pouvoir mais ne contrôle pas la situation. Les plus larges masses sont en train d'organiser leur propre pouvoir. Nous reviendrons sur l'analyse de cette dualité du pouvoir à Madagascar qui pose tous les problèmes de la révolution. CEDOC

I. MAROC : Travailleurs et jeunes se dressent contre la monarchie

LA série d'articles, dont nous commençons aujourd'hui la publication, sur la lutte de classe dans les pays du Maghreb, après plus d'une décennie d'indépendance nationale, était en cours de rédaction lorsque l'annonce d'un nouveau coup d'Etat militaire au Maroc a confirmé une fois de plus que les jours de la monarchie sont désormais comptés à Rabat. Tout au long de l'an dernier, l'O. a rendu compte, dans la mesure de ses moyens, du développement de la crise révolutionnaire que connaît ce pays, notamment depuis le coup d'Etat manqué de Skhirat, le 10 juillet 1971.

Mais la crise mûrit également en Tunisie où, comme au Maroc, les masses de la jeunesse, bientôt rejointes par les forces importantes de la classe ouvrière, sont entrées en mouvement contre le régime bourgeois failli de Bourguiba. Enfin, il faudra analyser également la situation de l'Algérie d'aujourd'hui où aucun problème fondamental (ni les libertés démocratiques, ni la réforme agraire, ni le droit au travail) n'a été réglé par le gouvernement bourgeois de Boumediène.

LA PUISSANCE DU MOUVEMENT OUVRIER

L'abondante littérature consacrée ces derniers temps à la situation au Maroc montre déjà que la grande presse bourgeoise s'affirme convaincue de la défaite prochaine du roitelet Hassan II. Jusqu'à présent instrument de l'impérialisme au Maroc. Mais la chute de la monarchie marocaine, alors que l'armée, ce fer de lance de l'ordre, est en pleine crise, ne risque-t-elle pas d'ouvrir une situation incontrôlable, bref une crise révolutionnaire d'une très grande ampleur ?

Ce dont la grande presse ne parle guère, en effet, c'est la puissance du mouvement ouvrier marocain, le plus important du Maghreb et l'un des plus forts en Afrique. Casablanca, avec ses deux millions d'habitants, est la seconde ville d'Afrique, après Le Caire. Sur environ 18 millions d'habitants, on compte un million de travailleurs salariés dont plus de 600 000 organisés dans la puissante Union Marocaine du Travail (UMT) (1). Cette force considérable est en mouvement, et c'est de cela qu'ont peur tous les défenseurs de la propriété, de la monarchie à l'opposition respectueuse.

C'est à la fin du mois de juillet dernier que le « grand » parti d'opposition au Maroc, l'Union Nationale des Forces Populaires (UNFP), le parti de Ben Barka, issu en 1959 d'une scission du parti bourgeois de l'Istiqlal (dirigé aujourd'hui par Allal el Fassi), parti vers lequel convergent les aspirations de larges masses (dans la mesure, surtout, où la direction de l'UMT est entre les mains de dirigeants liés à l'UNFP) connaît une crise sans précédent. Le bureau politique et le secrétariat sont exclus par la Commission Administrative. La paralysie de l'UNFP aboutit à la dislocation.

Ce qui est derrière cette crise ouverte, dont la volontaire pauvreté de la presse de l'UNFP ne permet pas de distinguer les aspects politiques réels, c'est en fait la volonté de l'ensemble de la direction de l'UNFP de n'ouvrir aucune perspective aux masses en mouvement. Très peu organisée, n'ayant pas tenu de congrès depuis 1962, dirigée par des cliques luttant entre elles à couteaux tirés, l'UNFP préfère négocier en secret avec le roi plutôt que de mobiliser politiquement les masses qui lui font encore confiance. Tant il est vrai que la bourgeoisie nationale, dans un pays arriéré où les tâches démocratiques ne sont pas réalisées, comme le Maroc, est incapable d'initiative. Si de nombreux militants de l'UNFP, se réclamant du mouvement ouvrier et militants de l'UMT, cherchent une solution socialiste à la crise qui secoue le Maroc, ils se heurtent en permanence au caractère bourgeois de la direction de ce parti qui, lors de sa participation au gouvernement du roi, en 1959-1960, s'est fait l'instrument de la répression anti-ouvrière.

Or, la puissante U.M.T., qui a l'immense avantage de regrouper la majorité des ouvriers salariés dans ses rangs (2), est dirigée par une fraction de l'UNFP. Cadre de l'organisation unitaire du prolétariat marocain, l'UMT s'est prononcée, à l'issue de son 5^e congrès, en avril dernier, pour une solution socialiste aux problèmes de la société marocaine. Comme dans l'UNFP, de très nombreux militants de l'UMT recherchent une orientation ouvrière qu'ils sentent de plus en plus nécessaire dans la situation actuelle d'effondrement du régime.

LA JEUNESSE MAROCAINE EN LUTTE

Il importe d'analyser le formidable mouvement de la jeunesse étudiante et surtout lycéenne qui s'est développé pendant quatre mois l'an dernier au Maroc et qui a abouti à la perte de la direction de l'UNEM (Union Nationale des Etudiants Marocains) par l'UNEP au profit des militants du Front des Etudiants Progressistes (3).

Le mouvement de grève des lycéens marocains a commencé fin décembre 1971 à Rabat et à Casablanca contre les mesures de sélection prises par le ministre de l'Education Nationale, et notamment contre la suppression de la session de septembre du baccalauréat. Cette « réforme » ministérielle instaurant une session de février du bac, était destinée à empêcher les grèves, courantes dans les lycées marocains, du premier trimestre. Or, dès la rentrée, le 5 janvier 72, la grève contre « la réforme » est générale dans tous les lycées du Maroc.

L'UNEM déclenche une grève de solidarité de 24 heures. Plusieurs facultés, dont celles de Médecine (traditionnellement modérée), poursuivent la grève, qui est générale à l'Université à partir du 24 janvier.

Le ministre menace de fermer les lycées début février et refuse de céder. Mais, devant la détermination de centaines de milliers de jeunes, il recule fin février, supprime la session de février pour deux sessions, en juin et juillet (4). Mais le mouvement se poursuit, unanime, et s'approfondit.

Partout dans le Maroc, à partir de mars, se multiplient les manifestations de lycéens et de parents d'élèves entrant en lutte pour la première fois aux côtés de la jeunesse (ce qui montre l'ampleur de la crise sociale), auxquels se joignent les chômeurs, pour exiger les libertés démocratiques et la révision du système d'enseignement. On entend souvent retentir le mot d'ordre « A bas la monarchie » dans ces manifestations chargées par la police. Dans la capitale, à Rabat, d'importantes manifestations ont lieu simultanément en vieille ville et en ville moderne avec le soutien actif de la population. Les slogans s'attaquent à Oufkir, l'homme fort du régime, mais aussi à Hassan II lui-même.



L'assassin de Ben Barka, le pilier de la monarchie, le général Oufkir vient de faire les frais du dernier coup d'Etat au Maroc.

C'est à ce moment que plusieurs milliers d'arrestations ont lieu. Mais, débordés, les tribunaux doivent relâcher de nombreux jeunes.

Sans jeter tout son poids dans la balance, l'UMT organise néanmoins toute une série de mouvements de grève dans tout le Maroc à cette époque. A Kénitra, les 300 ouvriers du carton tiendront deux mois. Malgré des tentatives de réquisition, la grève se poursuit. Ils n'obtiendront rien. A Meknès, les ouvriers du textile sont matraqués dans l'usine.

Le gouvernement amorce un léger recul : la réforme est levée pour une année. Mais le mouvement reprend au 2^e trimestre. Il culminera le 1^{er} mai : partout dans les grandes villes du Maroc (à l'exception de Rabat, quadrillé par la police) se fera la jonction lycéens-étudiants-ouvriers dans de grandes manifestations, particulièrement à Meknès et Fès. Manifestations d'un haut niveau politique

puisque les masses s'écrient, alors qu'aucun parti officiel n'en ait donné l'ordre : « A bas la monarchie ! A bas le Roi ! A bas Oufkir ! Vive Ben Barka, combattant suprême ! » Et ce sont les ouvriers organisés à l'UMT qui lancent les mots d'ordre.

DE GRANDES LUTTES SE PREPARENT

Ce 1^{er} mai au Maroc faisait suite à une importante grève des dockers de Casablanca qui a paralysé le port au moment où, après l'échec des pourparlers secrets entre le roi et le Front de l'opposition (Istiqlal et UNFP), le gouvernement était remanié. De l'avis de nombreux militants marocains, c'est à ce moment, en avril, que la grève générale était possible. Mais la direction de l'UMT s'est refusée à lancer le mot d'ordre. Aucune organisation politique d'opposition, ni les partis légaux, ni le PLS clandestin (4), ni les groupes révolutionnaires réprimés féroce, n'a combattu sur cette perspective, ni saisi l'occasion à ce moment.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le nouveau président de l'UNEM, Abdelaziz MENEHJI, a été arrêté samedi dernier, selon un communiqué de l'UNEM. Un membre du comité exécutif, Aziz LOUDIY, a été interpellé lundi par la police.

Les plus grandes menaces pèsent sur les dirigeants de l'UNEM. Il importe que, dans les plus brefs délais, les militants ouvriers et leurs organisations exigent la libération immédiate du président de l'UNEM dont la nouvelle direction exprime la radicalisation du mouvement étudiant au Maroc et se trouve en même temps en butte à la répression de l'appareil d'Etat incapable de reprendre le contrôle du milieu étudiant et lycéen.

La jeunesse marocaine ne doit pas rester isolée ! Libération immédiate du président de l'UNEM !

Mais ce que savent les militants, c'est que la prochaine rentrée au Maroc va, à nouveau, poser tous les problèmes. De grandes luttes se préparent. Ce qui va être décisif, c'est la position de la direction du mouvement ouvrier, de l'UMT.

Hassan II a liquidé l'homme fort du régime déjà fortement ébranlé depuis le coup de Skhirat (5). L'opposition légale est déchirée, impuissante. La crise de l'UNFP qui prépare peut-être une scission de ce parti laisse le champ libre politiquement aux militants ouvriers conscients qui cherchent à s'organiser sur le terrain de l'indépendance du prolétariat. A la veille d'une crise révolutionnaire de grande ampleur, le Maroc ouvrier se cherche. C'est à l'examen des perspectives ouvertes aujourd'hui que nous consacrerons notre prochain article.

(1) Un pays comme la Turquie, par exemple, compte également un million de salariés industriels. Mais sur une masse de 35 millions de paysans. Cette simple comparaison montre déjà combien est grand le poids du prolétariat marocain.

(2) Signalons qu'il existe également au Maroc une centrale dirigée par l'Istiqlal, l'Union Générale des Travailleurs Marocains (UGTM) qui est quasi inexistante.

(3) Le Front des Etudiants progressistes dont la presse marocaine de l'UMT et de l'Istiqlal a reconnu en acuit qu'il avait la majorité au congrès de l'UNEM est issu d'une scission de l'UNFP et du PLS (parti stalinien). Politiquement, le front est sur une série de positions centristes.

(4) Le PLS, Parti de la Libération et du Socialisme, est la nouvelle dénomination de l'ex-Parti Communiste Marocain, fondé en 1943 à la belle époque du stalinisme. Ce parti, aujourd'hui clandestin, connaît une grave crise tout comme l'UNFP, mais est néanmoins assez bien organisé dans les grands centres ouvriers (Casablanca, Tanger).

(5) La question de savoir si Oufkir a trahi son maître ou s'il a été suicidé par la Cour est assez secondaire. Sa mort porte cependant un coup terrible au trône désormais chancelant de Hassan II.

Pour la reconstruction de la IV^e internationale

SOUSSRIVEZ LE FUND AU FONDS INTERNATIONAL LENINE-TROTSKY

Biblioteca de Comunicacion Hemeroteca General C.C.P. Bloch 30 500-79 de la Source